

BENTON, Ted (dir.). *The Greening of Marxism*. New York / London, The Guilford Press, 1996, 314p.

Philippe Pelletier

Volume 29, Number 2, 1998

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703888ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703888ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pelletier, P. (1998). Review of [BENTON, Ted (dir.). *The Greening of Marxism*. New York / London, The Guilford Press, 1996, 314p.] *Études internationales*, 29(2), 483–486. <https://doi.org/10.7202/703888ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

The Greening of Marxism.

BENTON, Ted (dir.). *New York / London, The Guilford Press, 1996, 314 p.*

Nombreux furent les ouvrages qui tentèrent, au cours des Trente Glorieuses, d'établir des liens entre le marxisme – alors l'une des principales idéologies en vogue chez les intellectuels occidentaux – et les nouveaux courants d'idée qui sont apparus depuis la mort de Karl Marx en 1883 : freudisme, surréalisme, structuralisme. Ou bien de puiser dans le marxisme des thèses servant les disciplines scientifiques traditionnelles, comme l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, et réciproquement.

Il n'est donc pas surprenant qu'un ouvrage vienne, de nos jours, faire le point entre le marxisme et l'écologie, thème d'actualité. Coordonné par Ted Benton, sociologue britannique, ce livre, qui rassemble seize auteurs, est divisé en quatre parties : 1. le marxisme pour ou contre l'écologie ; 2. pour un marxisme écologique (*sic*) ; 3. la seconde contradiction du capitalisme ; 4. voix critiques. Les textes sont d'inégales ampleur ou profondeur, souvent déjà publiés, la plupart récents, d'autres datant d'une vingtaine d'années.

L'ambition est affichée dans le titre : il ne s'agit pas d'évaluer le marxisme à l'aune de l'écologie, ou inversement, mais d'évaluer comment le marxisme peut s'« écologiser » ou, plus exactement, se « verdifier »

(*greening*), si l'on peut dire (ce qui n'est pas la même chose, le terme de « vert » impliquant davantage la politique). Ce n'est pas le moindre handicap de ce livre : essayer, par une actualisation parfois opportuniste, de relégitimer scientifiquement puis politiquement un courant d'idée et d'actions, le marxisme, qui est singulièrement en perte de succès depuis quelques années.

À cet handicap s'en ajoute un autre, qui tient à l'ambiguïté substantielle du mouvement « vert » : nulle part, sauf peut-être dans la séminale et déjà ancienne contribution de l'essayiste allemand Hans-Magnus Enzenberger (1974), n'est vraiment distinguée, abordée ou critiquée la confusion qui existe un peu partout entre l'écologie et l'écologisme : autrement dit, entre la science écologique, avec ses méthodes et ses écologues, et l'écologisme, avec ses écologistes et ses électeurs, qui est un mouvement idéologique ou politique s'appuyant plus ou moins sur cette science. La moindre empirie confirme que tous les écologues ne sont pas des écologistes, et que tous les écologistes n'ont pas compétence d'écologues, loin s'en faut d'ailleurs. Cette ambiguïté fait la force du mouvement écologiste. Les populations lui accordent plus facilement crédit grâce au rapport scientifique et technique implicitement posé entre écologie et écologistes, même si, et surtout peut-être, ceux-ci peuvent durement critiquer la science ou les scientifiques.

Cette relation rappelle le succès que le marxisme avait rencontré auprès du mouvement ouvrier et de certains intellectuels parce qu'il prônait « scientifiquement » l'infaillibilité

du « matérialisme dialectique historique » et l'inéluctabilité du communisme. Plusieurs textes de ce livre desinent d'ailleurs, un peu dans la même lignée ontologique, une équation entre la fatalité de l'effondrement économique du capitalisme, prévu par le marxisme, et celle de sa grande crise écologique, prédite par l'écologisme. Dans les deux cas se mélangent fatalisme, catastrophisme et messianisme, avec leurs prophètes qui détiennent la vérité de l'avenir : théoriciens péremptoirs, bureaux politiques ou gourous de la nature.

À cette posture commune entre le marxisme et l'écologisme se greffent des tendances épistémologiques similaires. Les deux courants sont favorables au déterminisme naturaliste et géographique. C'est net à propos de la constitution des « forces productives » et du « fonctionnement social », deux thèmes largement abordés par l'ouvrage. Le marxisme est cependant plus nuancé car, s'il fut toujours marqué au fer rouge de sa méthode dialectique, de son mécanisme economiciste et de son messianisme révolutionnaire, il tenta d'expliquer la marche du monde non seulement par la nature des choses, c'est-à-dire par la nature tout court, puisant certains de ses arguments chez Darwin voire Spencer, mais aussi, de par sa vocation politique propre, de la justifier par la volonté des hommes, la fameuse praxis. Il en résulta des contradictions à la fois théoriques et pratiques, qui expliquent probablement le succès dynamique du marxisme auprès de nombreuses personnes, et son foisonnement entre divers courants, certains attendant l'arme au pied l'effondrement du capitalisme et la révolution communiste

qui devaient scientifiquement arriver, d'autres se lançant à corps perdu dans la bataille, soumettant au passage à leur domination toutes les autres alternatives socialistes qui étaient en désaccord théorique ou pratique.

L'écologisme est par contre beaucoup plus déterministe. Il hérite de ses rapports avec la science écologique, discipline d'abord naturaliste et biologiste, aux approches très déterministes. Il dépend également de sa vision de l'environnement naturel, nature qu'il faut protéger par mission morale mais aussi parce qu'elle conditionne et pour qu'elle conditionne les choix humains. Selon les courants écologistes, cette orientation déterministe est plus ou moins forte. Plus elle l'est, plus émerge le naturalisme intégriste qui conduit à l'éco-fascisme. Si l'homme n'est plus le maître de la nature, c'est qu'il en est l'esclave. Toutes les théories « harmonieuses » qui tentent d'échapper à ce dilemme ne convainquent pas.

Comment le marxisme et l'écologisme surmontent-ils la contradiction entre le déterminisme mécanique et la volonté politique ? En fait, leur réponse est identique : ils croient tous les deux en l'État, une mécanique supposée transcender les oppositions et donner des solutions. Certes leurs formats politiques apparaissent très différents : d'un côté une version jacobine et centralisée de l'État, avec dictature du prolétariat ou social-démocratie ; de l'autre une version autonomisée et décentralisée, avec une démocratie plus ou moins libérale. Mais dans les deux cas, marxisme et écologisme ne remettent pas fondamentalement en cause la question du pouvoir, de l'autorité et des hiérarchies. C'est le

grand manque de cet ouvrage collectif qui n'aborde jamais cette question de front. Quelques passages y ont trait, mais plus à travers une critique de la lutte des classes formulée par le courant écologiste et un questionnement sur les acteurs de la transformation sociale, avec une classe moyenne qui prend chez les écologistes le relais du prolétariat des marxistes.

Marxisme et écologisme ont d'ailleurs une histoire commune sur cette question centrale de l'autorité : l'un comme l'autre sont nés d'une remise en cause populaire du pouvoir, avec la Première Internationale d'un côté, et le mouvement soixante-huitard et post-soixante-huitard de l'autre. L'un et l'autre en ont gardé des traces théoriques qui vont partiellement à l'encontre de leurs postulats : le texte de Marx-Engels sur la Guerre civile en France, qui reprend opportunément, et sans le dire, des thèmes proudhoniens et bakouniniens ; certains écrits écologistes contemporains qui s'appuient sur l'un des premiers tenants de l'« écologie sociale », le libertaire Murray Bookchin, non sans confusion car Bookchin est très critiqué par une grande partie du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste (cf. sa « polémique » avec Graham Purchase), et il se met lui-même à critiquer la *deep ecology* (cf. sa polémique avec Dave Foreman d'*Earth First!*).

Mais, dans les deux cas, ces tendances anti-pouvoir ont disparu à mesure que marxistes et écologistes se sont intégrés dans l'appareil d'État, fût-il capitaliste libéral ou capitaliste dirigiste. On peut même pousser l'analyse plus loin en se demandant si les deux mouvements ne correspondent pas à des besoins conjoncturels et spé-

cifiques du capitalisme lui-même : la nécessité, dès le milieu du XIX^e siècle, de domestiquer le syndicalisme autonome, de doter l'économie et l'État de structures planificatrices, avec des variantes plus ou moins rigides (la Chine populaire marxiste étant l'exemple actuel d'une grande flexibilité à ce sujet) ; la nécessité, à la fin du XX^e siècle, de ne pas scier la branche écologique sur laquelle reposent les profits de la bourgeoisie mondiale, étape appelée « seconde contradiction du capitalisme » par certains auteurs du livre, et donc de se doter de politiques régulant les écosystèmes ou les ressources naturelles. La question est en partie traitée, à propos de l'épargne des ressources rares et l'« internalisation » des externalités environnementales dans le prix des biens par l'impôt ou la régulation.

Enfin, cet ouvrage collectif reste, malgré quelques déclarations d'intention, trop occidentalocentriste, voire anglo-saxon-centré. Car les références au monde latin sont minimales, à part l'inévitable Gramsci. Ne citer que le seul André Gorz ou presque (avec Guattari et d'autres brièvement, mais jamais Luc Ferry, ni Hervé Le Bras), réduit considérablement l'apport de la réflexion faite en France sur ces sujets. Ce n'est pas parce que ces différents auteurs ne sont pas forcément traduits en anglais qu'ils n'existent pas et n'influencent rien.

Le prisme occidentalisant n'est pas en soi dénué d'intérêt. Mais il est évident qu'en ce qui concerne les rapports hommes-nature, qui constituent la problématique constamment sous-jacente de ce livre, la réflexion trouve ses limites si tous les hommes, c'est-à-dire toutes les classes sociales, tou-

tes les cultures du monde et, par conséquent, tous les sens donnés à la nature ne sont pas pris en compte. Les quelques allusions aux minorités, où l'on confond Indiens du Far-West et *gender* des côtes WASP, au-demeurant typiquement américaines avec leur dose de politiquement correct, ne sauraient remplacer des références précises aux civilisations arabo-musulmane, asiatique ou africaine. De la même façon, les versions asiatiques du marxisme sont négligées. Une approche synthétique reste probablement à réaliser.

Sur le fond, la relation marxisme-écologisme est condamnée à faire le grand écart. Car, quoi qu'essaient d'en dire certaines contributions, le marxisme reste fondamentalement anthropocentrique et l'écologisme essentiellement biocentrique. Et la tentative de postuler un « écocentrisme » pour créer une synthèse entre les deux alternatives tombe à plat. Si l'écologisme lâche les amarres du biocentrisme, il deviendra de moins en moins écologiste et de plus en plus... marxiste? social-démocrate? néo-libéral? autre chose, la mythique troisième voie? C'est l'examen sociologique et politologique des mouvements verts eux-mêmes qui permettra de répondre à ces questions.

On l'aura compris, ce livre soulève autant d'interrogations qu'il n'apporte de réponses. Ce n'est pas le moindre de ses mérites. Il n'élimine pas les contradictions (certains auteurs soutiennent que le marxisme n'incorpore pas les forces de la nature, définies comme potentiel de production, dans sa théorie du travail social; d'autres affirment le contraire). Reste posé le problème de la traduction po-

litique et sociologique de la « verdisation du marxisme » : quels partis? quelle organisation? quel accès au pouvoir? quelles couches sociales? Quel avenir, en fait?

Philippe PELLETIER

*Maître de conférences en géographie
Université Lumière, Lyon II, France*

L'opinion, l'humanitaire et la guerre, une perspective comparative.

COHEN, Samy (dir.). Paris, Fondation pour les Études de Défense, Coll. *Perspectives stratégiques*, 1996, 111 p.

Les années 80 auront été marquées par le « renouveau » de l'ONU. Le délitement de l'Union soviétique, les réajustements de sa politique extérieure en vue de régler les conflits périphériques ont créé des conditions favorables à l'action des Nations Unies. Son secrétaire général de l'époque, M. Perez de Cuellar, sut profiter de ces circonstances favorables pour réhabiliter son rôle, ce qui lui valut le prix Nobel au nom des casques bleus. De même, en 1990, le Président des États-Unis, M. George Bush, n'hésitait pas à saluer le nouvel ordre international qui se mettait en place et dans lequel l'ONU jouerait pleinement le rôle qui lui avait été dévolu par la Charte de San Francisco en 1945 en matière de sécurité collective, et qui avait été « gelé » par l'affrontement entre les deux superpuissances.

Depuis 1988, on a assisté à une relance considérable des missions de maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies qui traduit l'enthousiasme qu'ont suscité ces opérations nullement inscrites dans la Charte.